

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 3 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CORIANCE ( exCYEL )- SOA**

10 allée Bienvenue  
93160 Noisy-Le-Grand

Références : 2024/0728  
Code AIOT : 0006506112

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement CORIANCE ( exCYEL )- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ([www.georisques.gouv.fr/](http://www.georisques.gouv.fr/)).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORIANCE ( exCYEL )- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à

l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 m<sup>3</sup> et 2 500 m<sup>3</sup>
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 28/08/2021, article 8.2.7	/	Demande d'action corrective	6 mois
4	Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8.2.7	/	Demande d'action corrective	6 mois
12	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.7	Sans objet
3	Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/08/2021, article 8.2.7	Sans objet
5	Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.2.7	Sans objet
6	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.1	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.3	Sans objet
8	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.3	Sans objet
9	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	automatique et d'extinction automatique		
10	Events et parois soufflables	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.5	Sans objet
11	Dispositifs de coupure	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.7.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu de la part de l'exploitant un degré de précision supplémentaire dans les rapports de tests des équipements intervenant dans les mesures de maîtrise de risques.

Il est relevé que certaines des mesures désignées comme "mesures de maîtrise de risques" dans la dernière révision de l'étude de danger ne correspondent pas rigoureusement à la définition de "mesure de maîtrise des risques" qui en est faite dans l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005. Néanmoins, dans la mesure où les équipements/dispositifs associés à ces MMR sont prescrits dans l'arrêté préfectoral du 27 août 2021 (articles 8.4.7.2, 8.4.5), cette erreur est purement documentaire et n'entraîne pas de dégradation du niveau de maîtrise des risques. Il n'est ainsi pas formulé de demande de corrections envers l'exploitant.

Il est par ailleurs proposé une mise en demeure à l'encontre de l'exploitant, afin qu'il régularise sa situation vis-à-vis du de l'installation de stockage de charbon, aujourd'hui cessée.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.2.7																	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR n°1																	
<b>Prescription contrôlée :</b>																	
L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.																	
L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.																	
MMR n°1 de la dernière EDD en vigueur :																	
<table border="1"> <tr> <th>Descriptif des éléments constituant la MMR</th><th>Canalisations gaz double enveloppe</th></tr> <tr> <td>Fonction de sécurité assurée par la MMR</td><td>Limiter l'émission de gaz à l'intérieur de la chaufferie</td></tr> <tr> <td>Nature</td><td>Barrière passive</td></tr> <tr> <td>Indépendance</td><td>Oui</td></tr> <tr> <td>Efficacité</td><td>Sans objet</td></tr> <tr> <td>Cinétique (temps de mise en œuvre)</td><td>Sans objet</td></tr> <tr> <td>Maintenance / testabilité</td><td>Vérification visuelle quotidienne pendant la période de chauffe de l'absence de fuite</td></tr> <tr> <td>Probabilité de Défaillance</td><td>Sans objet</td></tr> </table>	Descriptif des éléments constituant la MMR	Canalisations gaz double enveloppe	Fonction de sécurité assurée par la MMR	Limiter l'émission de gaz à l'intérieur de la chaufferie	Nature	Barrière passive	Indépendance	Oui	Efficacité	Sans objet	Cinétique (temps de mise en œuvre)	Sans objet	Maintenance / testabilité	Vérification visuelle quotidienne pendant la période de chauffe de l'absence de fuite	Probabilité de Défaillance	Sans objet	*
Descriptif des éléments constituant la MMR	Canalisations gaz double enveloppe																
Fonction de sécurité assurée par la MMR	Limiter l'émission de gaz à l'intérieur de la chaufferie																
Nature	Barrière passive																
Indépendance	Oui																
Efficacité	Sans objet																
Cinétique (temps de mise en œuvre)	Sans objet																
Maintenance / testabilité	Vérification visuelle quotidienne pendant la période de chauffe de l'absence de fuite																
Probabilité de Défaillance	Sans objet																
<b>Constats :</b>																	

L'exploitant présente la procédure établissant qu'une ronde quotidienne est effectuée, et que celle-ci comprend la vérification visuelle issue de la prescription ci-dessus.  
La traçabilité de cette ronde est établie par la GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur), qui permet de tracer que la tâche est réalisée.

**Observation :** l'inspection indique que la disposition MMR n°1 "Canalisations gaz double enveloppe" ne répond pas à la définition de MMR. En effet, son efficacité et son taux de défaillance ne sont pas définis.

Pour rappel l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 dispose que " Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité".

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/08/2021, article 8.2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR n°2

### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

MMR n°2 de la dernière EDD en vigueur :

Descriptif des éléments constituant la MMR	Présence de capteurs de pression sur les canalisations
Fonction de sécurité assurée par la MMR	Limiter la quantité de gaz émise
Nature	Barrière technique
Indépendance	Oui
Efficacité	Fonctionnement automatique
Cinétique (temps de mise en œuvre)	Inférieur à 1 min
Maintenance / testabilité	/
Probabilité de Défaillance	$3,57.10^{-4}$ /an

### Constats :

L'exploitant présente les tests de capteurs opérés par la société C4E dans le rapport de maintenance daté de novembre 2023. Ceux-ci concluent à la validité du dispositif, néanmoins le rapport est ambigu sur le périmètre du test, et notamment si celui-ci porte uniquement sur le fonctionnement des capteurs ou sur l'ensemble de la chaîne capteurs/transmission/électrovanne. Il ne peut ainsi être conclu à la conformité de l'opération de maintenance.

**Non-conformité :** Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'ensemble de la chaîne de maîtrise de risques est testé.

L'exploitant indique par ailleurs que dans la pratique la fonction est testée à chaque arrêt (environ 10 fois par an), car la baisse de pression entraîne la fermeture de l'électrovanne, qui demande ensuite un réarmement manuel. L'inspection indique que dans la mesure où les opérations courantes de maintien de la chaudière comportant des arrêts ne prévoient pas d'aller vérifier que l'électrovanne est fermée, il ne peut être conclu que les opérations d'arrêt seraient suffisantes à

assurer la pérennité et le bon fonctionnement du dispositif.

**Observation :** l'inspection indique que la disposition MMR n°2 "Présence de capteurs de pression sur les canalisations" ne répond pas à la définition de MMR. En effet, la présence seule de capteurs en elle-même ne suffit pas à réduire la probabilité d'évènements redoutés, et ne peut ainsi en elle-même être qualifiée d'efficace.

Pour rappel l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 dispose que " Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/08/2021, article 8.2.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, MMR n°3

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

MMR n°3 de la dernière EDD en vigueur :

Descriptif des éléments constituant la MMR	Asservissement de l'alimentation en combustible sur détection gaz
Fonction de sécurité assurée par la MMR	Diminuer la probabilité de survenue d'une explosion
Nature	Barrière technique
Indépendance	Oui
Efficacité	Fonctionnement automatique
Cinétique (temps de mise en œuvre)	Inférieur à 1 min
Maintenance / testabilité	Contrôle semestriel de la détection gaz
Probabilité de Défaillance	Négligeable

#### Constats :

L'exploitant présente le dernier rapport en date établi par la société C4E de novembre 2023 (contrat 215845).

Celui-ci conclut au bon fonctionnement de la chaîne "Asservissement de l'alimentation en combustible sur détection gaz".

L'exploitant précise que 2 capteurs sont déployés par chaudière, et placés là où le risque de formation de poche de gaz est estimé le plus important.

**Observation :** suivant la même logique que celle exposée dans les fiches précédentes, la présence d'un asservissement ne constitue pas une MMR en soit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/08/2021, article 8.2.7																
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR n°4																
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.  L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. MMR n°4 de la dernière EDD en vigueur : <table border="1" data-bbox="343 584 1276 898"><thead><tr><th>Descriptif des éléments constituant la MMR</th><th>Présence de deux électrovannes sur les canalisations</th></tr></thead><tbody><tr><td>Fonction de sécurité assurée par la MMR</td><td>Limiter la quantité de gaz émise</td></tr><tr><td>Nature</td><td>Barrière technique</td></tr><tr><td>Indépendance</td><td>Oui</td></tr><tr><td>Efficacité</td><td>Fonctionnement automatique</td></tr><tr><td>Cinétique (temps de mise en œuvre)</td><td>Inférieur à 1 min</td></tr><tr><td>Maintenance / testabilité</td><td>Entretien et essai annuel des vannes</td></tr><tr><td>Probabilité de Défaillance</td><td>Négligeable</td></tr></tbody></table>	Descriptif des éléments constituant la MMR	Présence de deux électrovannes sur les canalisations	Fonction de sécurité assurée par la MMR	Limiter la quantité de gaz émise	Nature	Barrière technique	Indépendance	Oui	Efficacité	Fonctionnement automatique	Cinétique (temps de mise en œuvre)	Inférieur à 1 min	Maintenance / testabilité	Entretien et essai annuel des vannes	Probabilité de Défaillance	Négligeable
Descriptif des éléments constituant la MMR	Présence de deux électrovannes sur les canalisations															
Fonction de sécurité assurée par la MMR	Limiter la quantité de gaz émise															
Nature	Barrière technique															
Indépendance	Oui															
Efficacité	Fonctionnement automatique															
Cinétique (temps de mise en œuvre)	Inférieur à 1 min															
Maintenance / testabilité	Entretien et essai annuel des vannes															
Probabilité de Défaillance	Négligeable															
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que la vanne est testée via les tests sur les capteurs. En lien avec la conclusion sur la fiche n°2, le rapport présenté ne conclut pas explicitement au bon fonctionnement des électrovannes, <b>il s'agit d'une non-conformité.</b>  <b>Observation :</b> suivant la même logique que celle exposée au PC n°2, la présence d'électrovannes ne constitue pas une MMR en soit.  L'inspection fait remarquer que la fusion des dispositions présentes dans l'EDD "Présence de capteurs de pression sur les canalisations" et "Présence de deux électrovannes sur les canalisations" pourrait constituer une MMR.																
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective																
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois																

**N° 5 : Mise en œuvre des dispositions prévues dans l'étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2021, article 8.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR n°5
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.  L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.  MMR n°5 de la dernière EDD en vigueur :

Descriptif des éléments constituant la MMR	Présence de surfaces d'événements correctement dimensionnés
Fonction de sécurité assurée par la MMR	Diminuer la pression à l'intérieur du bâtiment de la chaufferie gaz
Nature	Barrière technique
Indépendance	Oui
Efficacité	L'efficacité du dispositif est de 90% selon la fiche de calcul présentée en annexe 6
Cinétique (temps de mise en œuvre)	Inférieur à 1 min
Maintenance / testabilité	/
Probabilité de Défaillance	10%

#### Constats :

L'inspection constate bien la présence (voir fiche n°10) des événements soufflables en question.

**Observation :** l'inspection relève que la disposition "Présence de surfaces d'événements correctement dimensionnés" n'est pas utilisée dans le calcul de décote des accidents majeurs, et ne relève donc pas de la définition de MMR.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Comportement au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Comportement au feu

##### Prescription contrôlée :

Les chaudières produisant de la vapeur [...] sont situées à plus de 10 m de tout local habité ou occupé par des tiers et des bâtiments fréquentés par le public.

[...]

A l'intérieur des locaux, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel [...].

Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux installations de combustion, au minimum par un mur REI120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 m.

#### Constats :

L'inspection des installations classées fait le constat visuel, lors du tour de site, que les chaudières sont situées à plus de 10 m de tout local habité ou occupé par des tiers et des bâtiments fréquentés par le public.

Il est également constaté que les allées de circulation sont aménagées et maintenues dégagées.

Enfin, il est fait le constat de l'absence de stockage de combustible dans un rayon de 10 m autour du local chaudières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Désenfumage

##### Prescription contrôlée :



<p>Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade, ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouvertures manuelles sont placées à proximité des sorties de secours. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que dans le local chaudières, la fonction d'évacuation des fumées est réalisée par 2 lanterneaux "skydome" légèrement surélevés par rapport au niveau du toit, et laissant ainsi circuler tout effluent gazeux sans nécessiter de manœuvres.</p> <p>Cela est vérifié par l'inspection des installations classées lors du tour de site.</p> <p>4 trappes de désenfumage assurent le désenfumage dans le local "communs".</p> <p>L'exploitant présente le rapport de la société Tabart en date 25 mars 2024, qui conclut au bon fonctionnement des 4 trappes de désenfumage dans le local "communs".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Ventilation des locaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent. [...]</p> <p>Le bâtiment abritant les installations fonctionnant au gaz naturel dispose d'une ventilation naturelle. Il comprend des ouvrants en façade Nord et en toiture (côté Est, où sont positionnées les chaudières gaz) du bâtiment. Ces ouvertures permettent l'évacuation des fumées en cas d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est constaté la présence d'ouvertures permanentes en parties hautes et basses dans le local chaudières, assurant ainsi une circulation naturelle de l'air.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Systèmes de détection automatique et d'extinction automatique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection automatique et d'extinction automatique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du</p>

dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le rapport de test établi par la société C4E et daté du 04 juillet 2023, qui conclut au bon fonctionnement de l'ensemble des dispositifs de détection. Celui-ci fait état de 73 capteurs (CO2, gaz, incendie, étincelles, caméra) sur le site. L'exploitant présente également un plan sur lequel sont reportés ces capteurs. Par sondage au niveau du local chaudières, l'inspection constate la correspondance entre le plan et le site. L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur les modalités de suivi de ces équipements dans le temps. L'exploitant indique que chaque lot de capteurs (par fonctionnalité) est présent dans le GMAO, et qu'il lui est attribué un contrat de maintenance, déclenchant automatiquement une alerte à l'approche de la date d'échéance du renouvellement du test.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Events et parois soufflables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Events et parois soufflables
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements / parois soufflables d'une surface minimale de 90 m <sup>2</sup> et de pression de rupture 100 mbar. Ces événements / parois soufflables sont disposé(s) de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.
<b>Constats :</b>  La présente vérification n'a été déroulée que dans local chaudière. Lors de la visite du local chaudières, il a été constaté la présence des parois soufflables d'une surface au moins égale à 90 m <sup>2</sup> . L'exploitant a par ailleurs fourni la fiche technique indiquant la pression de rupture à 100 mbar. Celles-ci sont situées à plus de 3 m de hauteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Dispositifs de coupure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 8.4.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de coupure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage. Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé : • dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ; • à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé et maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

<p>[...]</p> <p>Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate la présence d'un dispositif de coupure manuelle (redondé) juste à l'aval du poste de livraison de gaz à l'extérieur du bâtiment. Il est clairement repéré et accessible et comprend l'indication du sens de manœuvre ainsi que de la position ouverte/fermée.</p> <p>Le dispositif est visuellement en bon état.</p> <p>Il est par ailleurs constaté que le parcours de la conduite de gaz est le plus réduit possible (en ligne droite et aérienne dans le local chaudières), et est clairement repéré. Il n'y a pas de conduite de gaz ailleurs dans le site.</p> <p>Il est constaté la présence d'organes de coupure au niveau de chacune des deux chaudières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 1.6.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.</p> <p>En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.</p> <p>En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que l'exploitant n'a pas donné suite à la demande de retour à la conformité demandée par le rapport issu la précédente inspection en date du 07 mars 2024, ainsi que par courrier du 12 décembre 2019 retransmis par courriel du 06 mars 2024.</p> <p>Il est ainsi proposé de mettre en demeure l'exploitant de se remettre en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois